

Abo

Votation à Genève

«Ce n'est pas en formant moins qu'on formera mieux, au contraire!»

Présidente de la Société pédagogique de Genève, Francesca Marchesini combat la réduction du cursus des enseignants primaires. Il faut au contraire l'allonger, plaide-t-elle.



Rachad Armanios - Léa Frischknecht

Publié aujourd'hui à 15h45





Comme l'explique sa présidente, Francesca Marchesini, la Société pédagogique genevoise milite pour une formation des enseignants de niveau master, soit en cinq ans.

LUCIEN FORTUNATI



Abonnez-vous dès maintenant et profitez de la fonction de lecture audio.

BoTalk

S'abonner

Se connecter

En mars, la gauche, les syndicats et l'association des étudiants récoltaient plus de 11'000 signatures contre le passage de quatre à trois ans de la formation des enseignants primaires.

Le peuple tranchera le 22 septembre. Interview de Francesca Marchesini, présidente de la Société pédagogique de Genève, le syndicat des enseignants primaires.

Francesca Marchesini, pourquoi combattez-vous cette réforme?

Les études attestent la corrélation entre niveau d'études des enseignants et qualité de l'enseignement. Si Genève est le seul canton à former ses enseignants primaires en quatre ans, il est légèrement en dessous à l'international, puisque la plupart des pays de l'OCDE sont sur une durée de cinq ans.

Pourquoi Genève devrait-il se distinguer du reste de la Suisse?

Parce que notre canton fait face à un plus fort taux d'hétérogénéité d'élèves ou encore à des effectifs plus élevés. Quand la moitié d'une classe est allophone (parle une langue étrangère), c'est certes une grande richesse, mais cela rend la prise en charge très complexe.

En outre, Genève est le seul canton à former des généralistes, c'est-à-dire des professionnels outillés pour enseigner toutes les disciplines dans tous les degrés, de manière cohérente sur toute la scolarité.

Les Hautes écoles pédagogiques (HEP) disent toutes qu'elles ne peuvent pas former des généralistes en trois ans. Les étudiants s'y spécialisent, suivant les cantons, soit dans l'un des deux cycles (*ndlr: élémentaire ou moyen*), soit dans certaines disciplines.

La cheffe de l'Instruction publique, Anne Hiltbold, affirme pourtant que même en trois ans, Genève continuera à former des généralistes et que c'est en tant que tels que des enseignants formés à la HEP vaudoise sont engagés dans notre canton...

En réalité, les collègues formés en trois ans devraient faire de la formation continue et des stages pour pouvoir changer de cycle.

Est-ce vraiment un problème de ne plus former de généralistes? La mobilité professionnelle ne concerne que sept personnes par an, selon le DIP.

Parce qu'il ne parle que d'une mobilité sur la durée. Or, la polyvalence des enseignants lui offre une grande souplesse organisationnelle. Quand il faut fermer une classe, l'enseignant concerné peut aujourd'hui changer provisoirement de cycle pour prendre la responsabilité d'une autre classe, sans être obligé de changer d'établissement. Ces allers-retours sont nombreux, sans compter tous les collègues travaillant à la fois avec des petits et des grands.

Les enseignants genevois entrent sur le marché du travail plus tard. Est-ce un problème?

L'enseignement offre peu d'évolution de carrière. Je ne vois donc pas de raison de se presser pour entrer dans un métier où l'on restera peut-être plus de quarante ans.

Au contraire, des études plus longues permettent d'être mieux formés et donc mieux outillés pour durer dans le métier. C'est un véritable enjeu, car de plus en plus de jeunes enseignants quittent le métier après quelques années.

Genève a une formation académique, en quoi est-ce un avantage par rapport à des formations plus professionnalisantes?

En fait, c'est celle qui propose le plus de temps de stages en Suisse romande. Cela dit, le bagage théorique est crucial, car une formation doit permettre de s'adapter à une profession qui évolue beaucoup.

Aujourd'hui, une septantaine d'étudiants va se former à la HEP vaudoise, dix fois plus qu'il y a dix ans. Un cursus en trois ans à Genève ne serait-il pas plus attractif?

Beaucoup de ces étudiants sont issus de la filière pédagogie de l'École de culture générale. Ils pensent peut-être ne pas être à la hauteur d'études universitaires ou qu'ils ne seraient pas retenus après le concours imposé à l'issue de la première année.

Ce numerus clausus, c'est le DIP qui l'a imposé à l'Université, faute de pouvoir garantir un nombre de stages suffisants sur le terrain. Mais s'interroger sur l'attractivité de la formation plutôt que sur sa qualité, c'est passer à côté du vrai débat.

Pour vous, donc, parler de réduire la durée de formation avant de parler du numerus clausus, c'est faire les choses à l'envers?

Complètement! Car s'aligner sur les HEP, c'est risquer de former des enseignants qui resteront moins longtemps dans le métier.

Les enseignants formés à Genève sont-ils donc meilleurs que ceux passés par la HEP de Lausanne?

Je ne veux pas entrer dans ces comparaisons, mais pour contenir la formation sur trois ans, cette HEP «bourre» tellement le cursus que les étudiants finissent sur les rotules.

En réalité, face aux enjeux auxquels on nous demande de faire face, même quatre ans ne suffisent pas. Comme le recommande le groupe de haut niveau de l'ONU sur la profession, nous demandons que la formation passe à un niveau master en cinq ans.

À quel niveau se situent les lacunes de cette formation initiale?

Les enjeux ont beaucoup et très vite évolué. Les manques sont criants en ce qui concerne l'objectif d'une école inclusive, l'accueil des élèves à besoins particuliers ou encore l'amélioration de l'entrée en scolarité. Ce constat est global, il dépasse Genève.

Pensez-vous comme Anne Hiltbold qu'il faille revoir toute l'organisation de la formation, confiée à la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation (FPSE) ainsi qu'à l'Institut universitaire de formation pour l'enseignement?

Oui. Il faut surtout la réactualiser afin qu'elle corresponde davantage aux besoins du terrain. Mais ce n'est pas en formant moins qu'on formera mieux, au contraire!

Vous craignez une dévalorisation du métier, mais la cheffe du DIP promet qu'il n'y aura pas de baisse de salaire. Rassurée?

Oui et non, car elle ne peut s'engager que sur la durée de son mandat.

Réduire la durée de la formation initiale permettra-t-il de faire des économies à réinjecter dans la formation continue?

Il n'y aura pas d'économies. Beaucoup de cours sont aujourd'hui mutualisés avec les autres filières de la FPSE, ce qui en fait la formation la moins chère de Suisse.

Au contraire, il faudra compenser l'année d'études perdue par de la formation continue, entièrement à la charge du Canton, là où la formation initiale reçoit des subventions fédérales. Cela dit, il faut de toute façon renforcer la formation continue. Depuis 2016, elle a beaucoup diminué car elle n'est plus proposée sur le temps scolaire.

Pas besoin d'un bachelor pour torcher des fesses, a dit l'UDC Stéphane Florey...

Au contraire, plus les élèves sont petits, plus la formation devrait être exigeante, disait déjà Jean Piaget, car c'est là que tout se joue et qu'on peut faire beaucoup de dégâts ou au contraire vraiment lutter pour réduire les inégalités sociales.

La droite désunie

Le soutien politique à la baisse de la durée de la formation des enseignants du primaire s'est effiloché. Le 2 février dernier au Grand Conseil, [ce projet de loi du PLR avait été voté par 64 voix contre 31, soit toute la droite élargie](#) (Centre, LJS, MCG, PLR et UDC) contre le PS et les Verts.

Or, désormais, Centre et MCG ont rejoint la gauche; ils invitent, dans la brochure de votation, à opter pour le non. Ce retournement s'est, pour les deux partis, opéré lors de leur assemblée respective des délégués à une courte majorité.

«Ce fut serré, confie le président du Centre, Philippe Rochetin. La discussion a été animée et riche. Mon sentiment est que la volonté de ne pas niveler par le bas une profession fortement féminine a fait la différence. La crainte de perdre de la formation pratique a aussi été exprimée. En face, je retiens l'inquiétude face aux étudiants partant sur le canton de Vaud.»

Au MCG, c'est la peur d'une baisse de la qualité de la formation qui, à quelques voix, a abouti sur un désaveu des députés, à entendre le député Sandro Pistis.

À noter qu'à droite, les Vert*libéraux invitent aussi à voter non. Le oui est défendu par le PLR, l'UDC et LJS.

RAR

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7

7